



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – juin 2023

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 10 juillet 2023

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Juin 2023

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le quatrième cycle de la première année de l'étude s'est déroulé entre le 6 juin et le 28 juin 2023 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title: Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – June 2023.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4E-PDF

Numéro international normalisé des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22) :

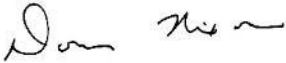
CP12-4E-PDF (rapport final, anglais)

ISSN 2816-9379

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications — Annexe C — Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : Le 10 juillet 2023

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	4
Introduction.....	4
Méthodologie.....	5
Principales constatations.....	7
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	7
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux).....	7
Logement (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité).....	9
Perspectives énergétiques (résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies).....	12
Tarification du carbone (résidents de St. John's, résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies).....	13

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et faciles à comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 6 juin et le 28 juin 2023 à différents endroits du pays, en Alberta, en Ontario, en Saskatchewan, au Manitoba, au Canada atlantique, au Québec, dans les Territoires du Nord-Ouest et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de l'étude a fait une large place aux priorités et à la performance du gouvernement du Canada en ce qui a trait à une multitude de sujets importants pour les Canadiens. Ainsi, certains groupes ont pris part à des discussions portant sur les activités du gouvernement fédéral en matière de coût de la vie de même que sur les perspectives des Canadiens d'origine chinoise, les Territoires du Nord-Ouest et les langues officielles. Tous les participants sont revenus sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu dernièrement au sujet du gouvernement du Canada et le groupe de résidents des Prairies s'est notamment penché sur la réaction aux feux de forêt qui sévissaient dans la région.

L'étude a aussi permis d'explorer la question de la sécurité en ligne. À cette fin, des discussions ont été tenues au sein de groupes composés respectivement de récents diplômés des Prairies, de résidents de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest et de résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité. D'autres questions, dont les perspectives pour le secteur de l'énergie du Canada et la tarification fédérale du carbone, ont été débattues par les résidents de Calgary et Edmonton, les résidents de villes rurales des Prairies et les résidents de St. John's, à Terre-Neuve.

Les participants de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec et ceux du groupe composé de francophones du Canada atlantique et de l'Ontario se sont quant à eux prononcés sur l'immigration, tandis que les résidents de St. John's, de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, de Thunder Bay, de l'île de Vancouver, de grandes villes du Québec et des Territoires du Nord-Ouest ont eu

de longues discussions sur les soins de santé et d'autres enjeux tels que l'assurance-médicaments, les opioïdes et la prévention du suicide. Les francophones de l'Ontario et du Canada atlantique et les résidents de grandes villes du Québec ont également discuté longuement de la protection et de la promotion de la langue française. Divers autres sujets ont été abordés, y compris la création d'emplois, les enjeux liés aux études postsecondaires, la relation du gouvernement du Canada avec la Chine, la sécurité communautaire et les enjeux locaux à St. John's, Terre-Neuve.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Le recrutement de certains groupes ciblait un segment précis de la population, par exemple les récents diplômés de niveau postsecondaire, les membres de la diaspora chinoise, les francophones vivant à l'extérieur du Québec, les personnes ayant acheté récemment une maison, les Autochtones et les personnes préoccupées par la criminalité.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Six groupes se composaient de membres de la population générale de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, de Thunder Bay, de St. John's, de Calgary et Edmonton, de villes rurales des Prairies et de grandes villes du Québec.
- Les six autres groupes étaient formés de répondants faisant partie des segments de population suivants :
 - Les récents diplômés de niveau secondaire ayant commencé à travailler ou cherchant du travail;
 - Les membres de la diaspora chinoise;
 - Les francophones vivant à l'extérieur du Québec;
 - Les personnes ayant acheté récemment une maison;
 - Les Autochtones;
 - Les personnes préoccupées par la criminalité;
- Les deux groupes du Québec et celui tenu dans les centres francophones du Canada atlantique et de l'Ontario ont été animés en français. Toutes les autres séances se sont déroulées en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 83 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires de 125 \$.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUP E	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Petites villes et villes de taille moyenne du Québec	1	Français	6 juin	18 h à 20 h	Population générale	6
Thunder Bay	2	Anglais	7 juin	18 h à 20 h	Population générale	7
Grandes villes des Prairies (Sask., Man.)	3	Anglais	12 juin	20 h à 22 h	Récents diplômés de niveau secondaire ayant commencé à travailler ou cherchant du travail	7
St. John's, Terre-Neuve	4	Anglais	13 juin	17 h à 19 h	Population générale	7
Île de Vancouver	5	Anglais	14 juin	21 h à 23 h	Membres de la diaspora chinoise	8
Centres francophones du Canada atlantique et de l'Ontario	6	Français	15 juin	18 h à 20 h	Francophones vivant à l'extérieur du Québec	8
Calgary et Edmonton	7	Anglais	19 juin	20 h à 22 h	Population générale	6
Villes rurales des Prairies	8	Anglais	20 juin	20 h à 22 h	Population générale	8
Grandes villes de l'Ontario	9	Anglais	21 juin	18 h à 20 h	Personnes ayant acheté récemment une maison, c.-à-d. dans les cinq dernières années	8
Grandes villes du Québec	10	Français	22 juin	18 h à 20 h	Population générale	8
Territoires du Nord-Ouest	11	Anglais	27 juin	20 h à 22 h	Autochtones	4
Région du Grand Toronto	12	Anglais	28 juin	18 h à 20 h	Personnes préoccupées par la criminalité	6
Nombre total de participants						83

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Une foule de mesures et d'initiatives leur sont revenues à l'esprit, dont la réaction du gouvernement fédéral aux grands feux de forêt qui sévissaient dans plusieurs régions au pays, la récente décision de la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt de 25 points de base, la mise en place de nouvelles initiatives pour aider les acheteurs d'une première propriété, les enquêtes en cours au sujet des allégations d'ingérence de la Chine au Canada lors des récentes élections fédérales et les investissements du gouvernement du Canada dans le développement d'infrastructures de transport électrique.

Les participants se sont également souvenus de mesures et d'initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Il a ainsi été question de l'aide financière et militaire continue apportée à l'Ukraine, du récent voyage du premier ministre à Kyiv et de l'annonce concernant l'ajout de 13 nouveaux pays au programme d'autorisation de voyage électronique (AVE).

Réaction aux feux de forêt (résidents de villes rurales des Prairies)

Les participants de petites villes des Prairies ont pris part à une discussion supplémentaire sur la réaction du gouvernement du Canada aux feux de forêt qui avaient touché leur région au cours des derniers mois. Peu étaient au courant de mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard. Après avoir été renseignés sur les diverses mesures mises en œuvre par le gouvernement du Canada pour régler cette situation, tous les participants ont salué ces interventions, les jugeant fort utiles pour aider les victimes des feux de forêt. Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre à l'avenir pour contrer la menace des feux de forêt, plusieurs recommandaient d'accroître le soutien accordé aux programmes de pompiers volontaires communautaires. Selon eux, ces programmes étaient essentiels pour protéger les collectivités rurales et manquaient actuellement des ressources dont ils avaient besoin pour intervenir adéquatement en cas de feux de forêt.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions sur divers problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés à l'heure actuelle, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement fédéral. Nous leur avons d'abord demandé dans quels domaines le gouvernement fédéral leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps. Les participants ont fourni un éventail de réponses. Ils ont mentionné les initiatives pour rendre la vie plus abordable destinées à aider les personnes qui peinent à composer avec le coût élevé de la vie, l'immigration, les changements climatiques et l'environnement, les mesures pour venir en aide aux victimes des feux de forêt qui ont sévi récemment au pays, la réconciliation avec les peuples autochtones et l'aide internationale apportée à d'autres pays, dont l'Ukraine.

Les participants ont également signalé les domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pourrait faire mieux. Ils ont cité ce qui suit : diminuer l'inflation et le coût élevé de la vie, s'attaquer au manque perçu de logements abordables, remédier aux pénuries de personnel de la santé et aux délais d'attente prolongés pour obtenir des soins primaires et d'urgence, réduire la criminalité et la violence liée aux gangs de rue et offrir un meilleur soutien aux communautés vulnérables et marginalisées, y compris les

personnes en situation d'itinérance, en situation de handicap ou aux prises avec des problèmes de santé mentale ou de dépendance.

Coût de la vie (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison)

Deux groupes ont discuté plus longuement du coût de la vie, perçu comme élevé à l'heure actuelle. Pratiquement tous les participants ont affirmé avoir eu à modifier leurs habitudes d'achat dernièrement à cause de l'augmentation des prix. Plusieurs ont dit que la hausse du coût de la vie avait eu des répercussions sur leur santé mentale et que leurs préoccupations financières étaient une source grandissante de stress dans leur vie. Invités à dire à quoi la hausse du coût de la vie était attribuable selon eux, la plupart ont nommé comme cause initiale les interruptions de la chaîne d'approvisionnement engendrées par la pandémie de COVID-19. Plusieurs pensaient toutefois que les fortes hausses de prix appliquées conséquemment par les grandes sociétés (comme les grandes chaînes d'épicerie) avaient amplifié les difficultés liées au coût de la vie.

Questionnés sur les mesures prises récemment par le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour pallier la hausse du coût de la vie, les participants se sont remémoré diverses initiatives. Ils ont cité le lancement de la Prestation dentaire canadienne, l'annonce relative au remboursement unique pour l'épicerie destiné aux ménages à faible revenu et les ententes conclues entre le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux et territoriaux pour rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordables. La majorité d'entre eux croyaient qu'à moins que des mesures importantes soient prises pour y remédier, la situation relative au coût de la vie allait probablement être pire dans un an. Aucun participant ne s'attendait à ce qu'elle s'améliore d'ici un an.

Canadiens d'origine chinoise (membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)

Le groupe composé de membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver a discuté brièvement des enjeux qui touchent actuellement les Canadiens d'origine chinoise. Questionnés sur les plus grands défis auxquels font face les personnes d'origine chinoise en ce moment, de nombreux participants jugeaient qu'une simplification des processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour celles formées ailleurs qu'au Canada s'imposait, afin qu'elles puissent exercer dans leur domaine. Certains pensaient qu'il fallait en faire plus pour préserver et promouvoir la culture et l'héritage de la communauté chinoise au Canada. Quelques-uns avaient l'impression qu'il y avait eu une recrudescence de la haine et la discrimination envers les personnes asiatiques ces dernières années, causée selon certains par la pandémie de COVID-19. Questionnés sur les moyens pris par le gouvernement du Canada pour interagir davantage avec les Canadiens d'origine chinoise, plusieurs ont salué ce qu'ils considéraient comme une récente initiative visant à s'adresser à la population diversifiée du pays (dont les membres de la diaspora chinoise) dans des langues autres que le français ou l'anglais. Relativement aux autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre à cet égard, les participants ont proposé d'accroître le financement accordé aux programmes qui mettent en valeur la culture et l'héritage de la communauté chinoise, d'offrir plus de ressources linguistiques aux personnes qui ne parlent ni français ni anglais et d'encourager une meilleure représentation des Canadiens d'origine chinoise dans tous les ordres de gouvernement.

Territoires du Nord-Ouest (Autochtones des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants du groupe formé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion sur divers enjeux auxquels leur région est confrontée à l'heure actuelle. Invités à préciser les principaux défis dans leurs communautés respectives, les participants ont mentionné les changements climatiques, l'itinérance, les problèmes de santé mentale et de dépendances et les préoccupations

relatives au système de protection de l'enfance. Quelques-uns ont parlé en termes élogieux des ressources en counseling de Services aux Autochtones Canada (SAC), tandis que d'autres pensaient que les gouvernements fédéral et territorial devaient en faire beaucoup plus pour interagir avec les familles autochtones et les soutenir.

Questionnés sur les plus importantes industries pour leurs communautés, beaucoup de participants ont cité le rôle central de l'exploitation minière dans l'économie de la région. Quant aux secteurs que le gouvernement du Canada devait soutenir davantage selon eux, les participants ont soulevé des préoccupations concernant l'éducation, les soins de santé, et le manque d'accès aux produits de première nécessité, comme l'eau potable. Ils jugeaient aussi impératif d'en faire plus pour atténuer les impacts potentiellement néfastes des changements climatiques dans leur région. Tous estimaient que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route dans la gestion de ces enjeux, compte tenu du fait que bon nombre de ces problèmes existaient depuis des décennies et que peu de progrès concrets avaient été réalisés sur ces plans. Selon les participants, tous les ordres de gouvernement devaient redoubler d'efforts pour interagir avec les organisations dirigées par des Autochtones, de manière à mieux comprendre leurs préoccupations et à cerner les moyens les plus efficaces de régler à long terme les problèmes auxquels elles font face.

Langues officielles (francophones du Canada atlantique et de l'Ontario)

Les participants d'un groupe composé de francophones du Canada atlantique et de l'Ontario ont ensuite pris part à un exercice supplémentaire au cours duquel nous leur avons montré une liste de priorités en matière de langues officielles, puis demandé d'indiquer celles qui, selon eux, constituaient les plus importantes priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devait travailler. Pratiquement tous les participants ont choisi la priorité visant à garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada. D'ici l'atteinte de cet objectif, plusieurs pensaient que les francophones vivant à l'extérieur du Québec continueraient d'avoir de la difficulté à obtenir le même niveau et le même éventail de services que leurs homologues anglophones. La priorité consistant à s'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal a également rallié de nombreux participants. De l'avis général, il s'agissait d'un droit légal fondamental dont tous les Canadiens devaient disposer. Bon nombre estimaient par ailleurs important d'augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec. Selon eux, les écoles francophones de ces communautés avaient accès à beaucoup moins de ressources, ce qui avait entraîné une baisse notable de la qualité de l'enseignement en français.

Logement (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)

Quatre groupes ont pris part à des discussions sur le logement. Ils ont échangé sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour accroître l'offre de logements, les initiatives et les soutiens destinés aux acheteurs d'une première propriété et la situation du logement dans le Nord du Canada.

Offre de logements (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)

Trois groupes ont donné leurs points de vue sur l'offre actuelle de logements et les mesures prises par le gouvernement fédéral pour augmenter le nombre de logements à la disposition des Canadiens. Questionnés sur les principaux enjeux actuels en matière de logement, de nombreux participants ont cité les prix élevés des habitations et la difficulté d'amasser une mise de fonds suffisante. Aux yeux de plusieurs, les prix des habitations avaient augmenté dans les dernières années parce qu'il manquait de propriétés pour les acheteurs potentiels; il fallait donc en faire plus pour augmenter l'offre de logements. En plus de bâtir un plus grand nombre de logements, le gouvernement du Canada, les provinces, les territoires et les municipalités devaient à leur avis veiller à construire suffisamment d'infrastructures, notamment des services de transport en commun, des hôpitaux et des écoles, pour répondre aux besoins des populations grandissantes des collectivités.

Invités à dire pourquoi les habitations n'étaient pas construites plus rapidement, plusieurs attribuaient cette situation à la hausse perçue du coût des matériaux de construction et aux difficultés liées aux règlements de zonage des municipalités et aux types de logements que les promoteurs ont le droit de bâtir. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler du Fonds pour accélérer la construction de logements, très peu ont répondu par l'affirmative. Après avoir obtenu des renseignements sur cette initiative, certains estimaient qu'elle pourrait être utile pour accroître le nombre de logements disponibles, mais plusieurs doutaient de la surveillance qui serait exercée pour assurer une utilisation efficace des fonds alloués aux municipalités dans le cadre du programme. Quant à savoir si cela les préoccupait que l'on construise des logements supplémentaires plus rapidement, beaucoup craignaient que les habitations bâties dans un plus court laps de temps soient de moins bonne qualité. Certains ont ajouté que même si les nouveaux ensembles résidentiels allaient contribuer à augmenter l'offre de logements, ils coûteraient très cher et y habiter serait hors de prix pour un grand nombre de Canadiens.

Interrogés sur les conséquences que pourrait avoir la modification des règlements de zonage des municipalités sur la construction de nouveaux logements, plusieurs s'attendaient à ce qu'elles soient importantes, puisque ces règlements dictent les genres de bâtiments autorisés dans chaque municipalité et l'emplacement des nouveaux projets d'habitation. La plupart estimaient qu'il faudrait encourager les municipalités à modifier les règlements de zonage pour permettre la construction de nouveaux logements dans leurs collectivités. À cet effet, il fallait selon plusieurs se concentrer davantage à accroître la densité et à construire des ensembles de logements collectifs plutôt que des maisons unifamiliales.

Personnes ayant acheté récemment une maison (résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison)

Les participants du groupe formé de personnes qui avaient acheté une maison au cours des cinq dernières années ont discuté de leur expérience en tant que propriétaires ainsi que des initiatives mises en place par le gouvernement fédéral pour aider les acheteurs d'une première propriété. Appelés à dire s'ils se souvenaient de mesures prises récemment par le gouvernement du Canada, les participants ont cité la création du nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et l'engagement du gouvernement à accroître l'offre de logements au pays.

Presque tous les participants se sont dits préoccupés par les récents changements apportés au taux préférentiel. Plusieurs d'entre eux avaient acheté leur maison quand les taux d'intérêt étaient beaucoup plus bas et se demandaient dans quelle mesure leurs versements mensuels augmenteraient au renouvellement de leur prêt hypothécaire. Beaucoup ont affirmé que la propriété était devenue moins abordable pour eux dans les cinq dernières années. Ils avaient pratiquement tous l'impression que le coût des services publics de leur maison avait aussi augmenté considérablement pendant cette période. Bon nombre de participants avaient réduit leurs dépenses discrétionnaires à cause de la hausse des coûts de logement et devaient consacrer une part plus importante de leur revenu mensuel au remboursement de leur prêt hypothécaire et d'autres dettes.

Nous leur avons ensuite fourni de l'information sur différentes initiatives en matière de logement du gouvernement du Canada. Plusieurs ont salué la décision d'interdire les offres à l'aveugle, pour éviter que des acheteurs potentiels ne fassent une offre trop élevée pour des maisons parce qu'ils ne connaissent pas le montant des offres faites par d'autres acheteurs éventuels. D'autres ont manifesté l'intérêt envers les possibilités de location avec option d'achat, en tant que moyen pour les Canadiens d'accumuler du capital sans avoir besoin de réunir une mise de fonds considérable. S'ils pensaient que ces programmes seraient utiles à certains, la plupart estimaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la mauvaise voie pour ce qui est de rendre la propriété plus accessible. De l'avis général, compte tenu de la flambée des prix des maisons dans plusieurs régions du pays, les montants offerts par le programme aideraient probablement peu de Canadiens à acheter une habitation.

Logement dans le Nord (Autochtones des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants du groupe formé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion sur la situation du logement dans leur région. Presque tous les participants trouvaient qu'il manquait cruellement de logements dans leurs collectivités en ce moment et que les résidents avaient de moins en moins les moyens d'acheter une maison ou d'en louer une. Ils étaient également d'avis que le nombre limité de logements disponibles étaient souvent en mauvais état et avaient grandement besoin d'être réparés. Tous s'entendaient pour dire que la situation du logement s'était détériorée dans leur région au cours des dernières années. Quelques-uns pensaient même à quitter le Nord dans l'avenir à cause du peu d'options de logement et d'autres difficultés liées au coût élevé de la vie.

Questionnés sur ce qu'il allait devoir se passer pour que la situation dans les Territoires du Nord-Ouest s'améliore, les participants croyaient qu'il fallait investir nettement plus dans la construction de nouveaux logements dans la région. La plupart estimaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la mauvaise voie en ce qui concerne le logement. Quelques-uns disaient même avoir mis une croix sur la possibilité d'accéder un jour à la propriété. Quant à ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre à cet égard, les participants recommandaient d'aider davantage les acheteurs d'une première propriété et d'augmenter le financement destiné à améliorer la qualité et le nombre de logements disponibles dans les collectivités nordiques.

Perspectives énergétiques (résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies)

Dans deux groupes, les participants ont discuté des perspectives du secteur énergétique canadien et notamment de leurs attentes en ce qui concerne la production pétrolière et gazière pour les années à venir. Tous s'entendaient pour dire que ce secteur était un moteur économique d'une importance cruciale pour les provinces des Prairies et pour l'ensemble du Canada. En ce qui a trait au rôle du secteur pétrolier et gazier dans leur région, plusieurs participants ont fait valoir que celui-ci demeurait un employeur de choix dans leurs communautés et que ces ressources étaient essentielles pour combler les besoins énergétiques d'une grande partie de la population. Pour ces raisons, ils s'attendaient à ce qu'il soit difficile d'abandonner progressivement le pétrole et le gaz dans un avenir rapproché. Presque tous étaient d'avis que ce secteur affichait un rendement solide et qu'il avait connu une forte croissance économique dans les dernières années. Questionnés sur l'importance, d'un point de vue économique, de diversifier au-delà du pétrole et du gaz, la plupart ont répondu qu'il s'agissait d'une grande priorité. Plusieurs avaient l'impression que le processus était déjà amorcé dans leurs régions. Certains ont évoqué le caractère limité des ressources non renouvelables, comme le pétrole et le gaz, pour dire que des alternatives plus durables seraient bientôt indispensables. Plusieurs ont souligné l'importance de celles-ci pour l'environnement et ont ajouté qu'une utilisation accrue des énergies renouvelables contribuerait grandement à atténuer les impacts sur les changements climatiques.

La majorité des participants s'entendaient pour dire que l'énergie propre représentait un important débouché économique pour le Canada. Ils s'attendaient à ce que les investissements dans ce secteur entraînent la création de nombreux emplois bien rémunérés (y compris pour les travailleurs du secteur pétrolier et gazier). Questionnés à savoir s'ils connaissaient l'expression « emplois durables », très peu ont répondu par l'affirmative. Lorsque nous leur avons demandé ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils pensaient aux emplois durables dans le secteur de l'énergie propre, plusieurs croyaient qu'il s'agissait de postes pour lesquels les titulaires étaient chargés d'entretenir et de gérer les systèmes responsables de produire cette énergie. À la question concernant le moteur du développement du secteur de l'énergie propre dans leur région, plusieurs participants ont répondu que ce développement était principalement attribuable au désir public dans plusieurs pays du monde de passer aux sources d'énergie renouvelable

pour réduire les impacts des changements climatiques. Certains étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait travaillé à développer ce secteur en accordant des subventions et des crédits d'impôt aux producteurs d'énergie propre et en investissant massivement dans la construction d'une infrastructure d'énergie propre.

Tarification du carbone (résidents de St. John's, résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies)

Dans trois groupes, les participants ont discuté du système canadien de tarification du carbone. En premier lieu, nous les avons questionnés sur l'importance pour le gouvernement fédéral de réduire la pollution par le carbone au Canada. Plusieurs croyaient qu'il s'agissait d'une priorité importante et qu'il était sage d'agir maintenant pour atténuer les impacts des changements climatiques sur les générations futures. À la question s'ils étaient au courant des mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada pour réduire la pollution par le carbone, les participants ont mentionné des initiatives comme l'introduction d'une tarification fédérale sur le carbone, des rabais à l'achat de véhicules électriques (VE), un financement accru des systèmes de transport public dans les collectivités canadiennes et des subventions pour les projets de rénovations résidentielles par le biais de la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes (même s'ils ne l'ont pas expressément nommée).

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient en faveur de la tarification du carbone, plusieurs étaient hésitants et ont affirmé qu'ils n'en savaient pas suffisamment pour bien évaluer cette mesure. Dans une proportion moindre, les participants étaient également partagés entre ceux qui étaient en faveur de la tarification et ceux qui s'y opposaient. Pour faciliter la discussion, nous leur avons expliqué que la tarification de la pollution par le carbone comprenait deux parties – une redevance sur les combustibles comme le pétrole et le gaz, et un système distinct pour les industries. Nous leur avons également mentionné que dans les provinces où la redevance fédérale sur les combustibles s'applique, tous les produits issus de la redevance sont retournés aux Canadiens, principalement sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC). Plusieurs ne comprenaient pas pourquoi la plupart des ménages recevaient ce remboursement et y voyaient un manque de logique.

Questionnés sur les sources qu'ils consulteraient pour obtenir plus d'information sur la tarification de la pollution par le carbone, de nombreux participants ont répondu qu'ils se tourneraient probablement vers les sites Web officiels du gouvernement du Canada. À la question s'ils considéraient les scientifiques spécialistes du climat comme des sources crédibles, la plupart ont répondu par l'affirmative, ajoutant que ceux-ci possédaient une expertise considérable dans ce domaine. Même si plusieurs étaient d'avis qu'on pouvait aussi se fier aux économistes pour obtenir de l'information, certains craignaient que ces derniers privilégient les aspects financiers de la tarification du carbone plutôt que les répercussions environnementales.

Après les avoir informés que d'autres pays comme le Danemark, le Royaume-Uni, la Suède, la France, les Pays-Bas, le Chili et le Japon avaient tous leur propre système de tarification de la pollution par le carbone, nous avons demandé aux participants si cette information influençait leur niveau de soutien pour la tarification du carbone au Canada. Bien que plusieurs ont trouvé encourageant de voir que d'autres pays avaient pris ces mesures, très peu ont affirmé que cette information avait un impact sur leur soutien envers la tarification du carbone. Les participants étaient généralement d'avis que chaque pays avait ses propres défis lorsqu'il s'agit de réduire la pollution par le carbone et que le système canadien de tarification du carbone devrait être adapté aux besoins du Canada, sans subir l'influence des stratégies mises en place ailleurs dans le monde.

À la question si la tarification du carbone pouvait décourager les Canadiens de polluer, très peu de participants ont répondu que c'était le cas. Même si certains s'attendaient à ce qu'une partie de la population adapte ses comportements au quotidien pour réduire ses émissions, la majorité des participants s'entendaient pour dire que ce n'était pas à la portée de tous. Ils étaient également d'avis que ces changements seraient particulièrement difficiles pour les résidents de villes rurales qui doivent souvent parcourir de longues distances pour se déplacer d'un endroit à l'autre, et que ces collectivités ne disposaient pas toujours de services de transport en commun adéquats. Questionnés à savoir s'ils avaient l'impression que les coûts associés à la tarification du carbone étaient plus élevés que ceux liés aux changements climatiques à court terme, la plupart des participants étaient incertains. Cela dit, plusieurs s'entendaient pour dire que malgré les coûts relativement élevés requis pour la mise en place d'un système de tarification du carbone, cette mesure demeurerait utile si elle permettait d'atténuer les impacts des changements climatiques sur les générations futures.

Immigration (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, francophones du Canada atlantique et de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont discuté de l'état actuel du système d'immigration au Canada. À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral sur ce front, certains avaient entendu dire que celui-ci s'efforçait d'augmenter le taux d'immigration au Canada dans les années à venir. Si, de manière générale, la plupart d'entre eux étaient favorables à cette mesure, plusieurs se sont montrés inquiets quant à la capacité des collectivités canadiennes à accueillir et à soutenir un afflux important de nouveaux arrivants. À cet égard, la plupart des participants ont estimé qu'il faudrait construire un nombre proportionnel d'infrastructures et de services essentiels supplémentaires, comme des hôpitaux et des écoles, pour accueillir ces personnes.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie en matière d'immigration, la plupart des Québécois ont répondu par l'affirmative. Les résidents des provinces de l'Atlantique et de l'Ontario avaient des opinions plus partagées, les personnes estimant que le gouvernement fédéral s'était engagé dans la bonne voie étant à peu près aussi nombreuses que celles qui étaient d'avis contraire. Plusieurs ont déclaré que l'immigration comportait certains avantages et qu'elle était essentielle pour garantir un nombre suffisant de travailleurs et répondre aux besoins des Canadiens, en particulier dans des secteurs vitaux, comme les soins de santé et l'éducation. Certains ont également évoqué le potentiel de l'immigration pour accroître la diversité de la population, estimant qu'elle apporterait une plus grande variété de points de vue et une richesse culturelle aux collectivités canadiennes. Parmi les quelques personnes qui pensaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route en matière d'immigration, certaines craignaient que l'accueil d'un trop grand nombre de nouveaux arrivants en peu de temps ne mette à rude épreuve des infrastructures comme le logement, les soins de santé et le système d'éducation. Interrogés sur la question de savoir si le taux d'immigration au Canada devait augmenter, diminuer ou rester le même, la plupart ont estimé qu'il devait rester relativement stable dans les années à venir. De l'avis général, il s'agirait du moyen le plus efficace d'attirer davantage de personnes au Canada sans pour autant submerger le marché du logement ou la capacité des collectivités à continuer de fournir des services essentiels à leurs habitants.

Un certain nombre de personnes ont estimé qu'il fallait veiller à ce qu'une part importante des nouveaux arrivants parle le français. Cet aspect a été jugé particulièrement important pour la capacité des nouveaux arrivants dans les municipalités francophones à s'intégrer avec succès dans leur collectivité d'accueil. Informés que, grâce au Plan d'action pour les langues officielles, le gouvernement du Canada prévoyait stimuler l'immigration francophone, les participants ont réagi de manière généralement positive. Plusieurs ont affirmé que cette mesure contribuerait grandement à renforcer l'attachement à la langue française et

à la culture francophone au Canada. Lors de la discussion sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus dans ce domaine, un certain nombre de personnes ont recommandé de mettre davantage l'accent sur le recrutement de francophones compétents dans des secteurs importants comme les soins de santé, l'éducation, la construction et d'autres métiers, et de faciliter la reconnaissance de leurs titres de compétences au Canada.

Soins de santé (résidents de St. John's)

Les participants résidant à St. John's, Terre-Neuve, ont pris part à une brève discussion sur les soins de santé dans leur région. Presque tous ont estimé que le système de santé de leur province était soumis à des pressions considérables et que cela avait entraîné des répercussions importantes sur la qualité des soins et la disponibilité des soins. Décrivant les défis les plus pressants en cette matière, beaucoup ont mentionné ce qu'ils considéraient comme une pénurie persistante de médecins et d'infirmières dans la région. Dans le même ordre d'idées, plusieurs ont indiqué que les longs délais d'attente dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous constituaient une source de préoccupation croissante, et que la pénurie de personnel empêchait l'accès en temps opportun aux soins primaires ou d'urgence. De nombreuses personnes ont également mentionné le manque de médecins de famille exerçant dans la région, plusieurs déclarant avoir rencontré des difficultés pour trouver un médecin de famille au cours des dernières années.

Tous les participants ont réagi positivement lorsque nous leur avons fourni des informations sur les domaines prioritaires récemment définis par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé. Plusieurs ont réitéré l'importance de remédier à la pénurie de personnel et de réduire les temps d'attente, estimant que la plupart des problèmes auxquels le système de soins de santé de leur province est actuellement confronté découlent d'un manque de personnel et de ressources disponibles. Certains ont également estimé qu'il était essentiel que le gouvernement du Canada mette davantage l'accent sur la santé mentale et la toxicomanie. Les participants croyaient que ces problèmes s'étaient considérablement aggravés dans leur collectivité au cours des dernières années et que ces questions nécessitaient une attention urgente. Quelques-uns ont également parlé positivement de la priorité accordée à la modernisation de la gestion des données sur la santé et les soins virtuels. Selon eux, la mise en place d'un système de santé numérique permettrait aux prestataires de soins de communiquer beaucoup plus efficacement entre eux, facilitant ainsi le transfert des dossiers des patients et permettant à ces derniers de bénéficier d'une expérience plus personnalisée en matière de soins de santé.

Régime d'assurance-médicaments (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de Thunder Bay)

Deux groupes ont discuté de la mise en œuvre éventuelle d'un programme national d'assurance-médicaments. Invités à déterminer les principaux défis en santé auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, les participants ont énuméré de nombreux problèmes. Ceux-ci comprenaient notamment les longs délais d'attente pour accéder aux soins d'urgence, la pénurie de médecins et d'infirmières, le manque de médecins de famille dans plusieurs collectivités canadiennes, l'insuffisance de services en santé mentale, le manque de solutions en matière de soins à domicile pour la population vieillissante, la disponibilité limitée des soins virtuels et le manque perçu de mesures axées sur la prévention. Interrogés plus précisément sur le coût des médicaments sur ordonnance, presque tous les membres du groupe de Thunder Bay ont estimé qu'il s'agissait d'un problème important, tandis que la plupart des participants du groupe du Québec étaient d'avis que le système de santé était confronté à des problèmes plus urgents à l'heure actuelle.

Décrivant l'état actuel de l'assurance-médicaments au Canada, un grand nombre d'entre eux avaient l'impression qu'elle était relativement abordable dans la plupart des cas. Presque tous connaissaient les termes « assurance-médicaments » et la plupart croyaient qu'il s'agissait de la fourniture publique de médicaments sur ordonnance. Aucun n'avait connaissance d'un quelconque projet du gouvernement canadien dans ce domaine. Pour faciliter la conversation, il a été précisé que le gouvernement fédéral avait l'intention de mettre en œuvre un programme national d'assurance-médicaments visant à faire en sorte qu'un plus grand nombre de Canadiens aient un meilleur accès aux médicaments sur ordonnance à des prix abordables. Presque tous les participants ont réagi positivement à cette information et beaucoup se sont montrés enthousiastes à l'idée que le gouvernement réduise les coûts associés aux médicaments sur ordonnance et contribue à les rendre plus accessibles pour un plus grand nombre de Canadiens.

À la question de savoir qui, selon eux, devrait bénéficier d'un régime national d'assurance-médicaments, les participants ont exprimé des points de vue divergents. La plupart ont estimé que cette couverture ne devrait être offerte qu'aux personnes qui n'ont pas accès à un régime d'assurance privé. En ce qui concerne les différentes possibilités, les participants ont été informés qu'un régime national d'assurance-médicaments pourrait être entièrement public (comme les soins de santé) ou « combler les lacunes » afin que les gens puissent continuer à utiliser les régimes publics et privés actuels. Après avoir discuté des avantages et des inconvénients éventuels de chaque approche, tous les participants ont exprimé leur préférence pour l'option entièrement publique, estimant qu'une couverture égale pour tous les Canadiens était la meilleure façon de mettre en place un régime d'assurance-médicaments. Lorsque nous leur avons demandé s'ils seraient en faveur d'un régime universel d'assurance-médicaments, presque tous ont répondu par l'affirmative. La plupart ont toutefois indiqué qu'ils seraient moins enclins à soutenir ce programme s'il entraînait une augmentation du fardeau fiscal, la création de nouveaux impôts, ou la hausse du déficit fédéral.

Opioides (résidents de Thunder Bay, membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)

Les résidents de Thunder Bay et de l'île de Vancouver ont pris part à des conversations sur la toxicomanie et la consommation d'opioïdes dans leur collectivité. Tous les participants de Thunder Bay et la plupart de ceux de l'île de Vancouver ont estimé qu'il s'agissait d'un enjeu majeur à l'heure actuelle et que la toxicomanie et l'abus de substances dans leur collectivité avaient considérablement augmenté ces derniers temps. Personne ne s'est montré optimiste quant à l'amélioration de la situation dans les années à venir, les participants estimant que trop peu de ressources avaient été consacrées à la lutte contre la toxicomanie dans les collectivités canadiennes et qu'il fallait faire davantage pour aider les personnes dépendantes à recevoir un traitement. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient des mesures prises par le gouvernement fédéral dans ce domaine, quelques-uns ont mentionné l'augmentation du financement des sites d'injection supervisés et la mise à disposition de trousse de naloxone pour les personnes en proie à une surdose.

Interrogés sur ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils entendaient les termes « approvisionnement sûr » et « sites d'injection supervisés », la plupart ont eu des réactions positives. Dans l'ensemble, ils estimaient qu'il s'agissait d'initiatives visant à prévenir les décès par surdose en garantissant aux toxicomanes un endroit sûr pour consommer ces substances et une plus grande assurance que ces dernières ne contenaient pas de produits plus dangereux. Tout en étant majoritairement favorables à des initiatives d'atténuation des risques comme celles-ci, plusieurs personnes ont souligné que ces programmes ne suffiraient pas à eux seuls à réduire les taux de prévalence de la toxicomanie. Selon les participants, la disponibilité d'un approvisionnement sûr et l'accès à des sites d'injection supervisés réduiraient probablement le nombre de décès par surdose, mais il fallait surtout aider ces personnes à obtenir un traitement de leur dépendance et les amener à arrêter de consommer des drogues à long terme. De l'avis

général, le gouvernement du Canada a un rôle à jouer dans le financement des initiatives de réduction des risques et doit veiller à ce que les personnes toxicomanes aient accès à des traitements.

La plupart des participants qui avaient reçu des informations sur le Programme sur l'usage et les dépendances aux substances (PUDS) du gouvernement fédéral s'attendaient à ce que cette initiative entraîne une réduction des surdoses et des autres méfaits liés à la consommation de substances. Toutefois, pour que ces mesures soient efficaces, il faudrait qu'elles s'accompagnent d'un meilleur accès aux traitements en santé mentale et à des logements sûrs et abordables pour les personnes toxicomanes. Les participants ont estimé qu'il fallait faire davantage pour inciter les Canadiens à faire carrière dans le domaine de la santé mentale et du traitement des dépendances, certains ayant l'impression qu'il existe actuellement une pénurie de travailleurs compétents dans ces domaines.

Création d'emplois (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies)

Les participants résidant dans des villes de taille moyenne des Prairies ont engagé une brève conversation sur l'état du marché de l'emploi canadien et les récents efforts déployés par le gouvernement du Canada en matière de création d'emplois. Tous ont déclaré être de récents diplômés de niveau postsecondaire. En exprimant leurs points de vue sur l'état actuel du marché de l'emploi et les perspectives offertes aux nouveaux diplômés, plusieurs ont indiqué qu'il leur avait été difficile de trouver un emploi dans leur domaine et qu'ils avaient soit accepté un poste sans rapport avec leur domaine de compétences ou cherché un emploi pendant plusieurs mois sans succès.

Tous étaient convaincus que le marché de l'emploi canadien allait se dégrader de manière significative dans les cinq prochaines années. Plusieurs se sont dits préoccupés par l'essor possible de l'intelligence artificielle (IA) et pensaient que cela pourrait entraîner des licenciements massifs et moins de perspectives d'emploi pour les humains. Tous étaient d'avis que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route en matière de création d'emplois et très peu étaient au courant des travaux qu'il avait entrepris dans ce domaine. Interrogés sur les efforts supplémentaires que le gouvernement fédéral devrait fournir pour favoriser la création d'emplois, la formation professionnelle et le soutien aux travailleurs, les participants ont suggéré la mise en place de mesures incitatives pour encourager les étudiants à se tourner vers des domaines où la demande est forte (comme celui de la santé), ainsi que la réduction du coût des études de niveau postsecondaire pour les Canadiens.

Enjeux liés aux études postsecondaires (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies)

Les participants du groupe composé de récents diplômés de niveau postsecondaire résidant dans les Prairies ont pris part à une brève discussion sur la question du coût des études de niveau postsecondaire. À la question de savoir s'ils étaient au courant des mesures prises par le gouvernement du Canada pour rendre les études de niveau postsecondaire plus abordables et faciliter le remboursement des prêts étudiants, beaucoup se sont souvenus de la récente décision d'éliminer définitivement les intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis. Plusieurs étaient également au courant de l'existence de programmes d'aide au remboursement des prêts étudiants, y compris la possibilité de reporter le paiement des prêts jusqu'à ce que les emprunteurs commencent à gagner un revenu annuel supérieur à 40 000 dollars. Tous ont réagi positivement à ces mesures et beaucoup ont exprimé leur satisfaction quant à la décision d'éliminer de façon permanente les intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis. Bien qu'enthousiasmés par ces initiatives, la plupart

croyaient qu'elles représentaient des mesures temporaires pour remédier au coût prohibitif de l'éducation, plutôt qu'une solution permanente ou à long terme.

Interrogés sur les moyens que le gouvernement du Canada pouvait mettre en œuvre pour aider les nouveaux diplômés, les participants ont suggéré des mesures visant à faire en sorte que des emplois de premier ordre sont proposés aux étudiants dans leur domaine de compétences après l'obtention de leur diplôme. D'autres ont mentionné que le gouvernement fédéral devrait revenir sur sa récente décision d'autoriser les étudiants étrangers à travailler plus de 20 heures par semaine, estimant que cette mesure avait intensifié la concurrence au sein d'un marché de l'emploi perçu comme étant déjà compétitif.

Relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)

Un groupe composé de membres de la diaspora chinoise vivant sur l'île de Vancouver, a engagé une brève discussion sur les relations que le gouvernement du Canada entretient avec la Chine à l'heure actuelle. Presque tous les participants ont estimé que celles-ci s'étaient détériorées au cours des dernières années et plusieurs ont exprimé des inquiétudes quant aux conséquences économiques et géopolitiques potentielles de l'escalade perçue des tensions avec la Chine. Lors de la discussion sur les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour améliorer cette relation, un grand nombre de participants ont estimé qu'il était possible de faire davantage pour élargir les liens économiques et culturels avec la Chine. Il s'agirait notamment d'augmenter le nombre d'étudiants dans les deux pays et de développer davantage les relations commerciales. Interrogés sur l'évolution future de ces relations, la plupart ont estimé qu'elle était difficile à prévoir et qu'elle dépendrait considérablement des mesures prises par la Chine sur les plans économique et géopolitique dans l'avenir.

Protection et promotion de la langue française (francophones du Canada atlantique et de l'Ontario, résidents de grandes villes du Québec)

Les participants de deux groupes ont discuté brièvement de la protection et de la promotion de la langue française au Canada. Tous étaient d'avis que cette question devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard, beaucoup ont mentionné l'annonce de son *Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028*.

Après avoir reçu des informations sur les initiatives et les objectifs précis contenus dans ce plan, presque tous ont réagi positivement et plusieurs ont estimé que ces mesures contribueraient grandement à la protection et à la promotion de la langue française au Québec et dans l'ensemble du Canada. Certains ont affirmé que les collectivités francophones à l'extérieur du Québec en bénéficieraient grandement, car elles disposeraient d'un plus large éventail de ressources et de programmes pour leurs résidents. Nombreux sont ceux qui pensaient que l'initiative visant à investir dans les garderies francophones partout au Canada aurait un effet important, en aidant un plus grand nombre d'enfants à acquérir des compétences en français dès leur plus jeune âge. Un certain nombre ont également estimé que les investissements dans les organismes communautaires francophones joueraient un rôle important, car ils permettraient de consolider les collectivités francophones et d'assurer un plus large accès aux services et aux ressources en français.

À la question de savoir quelles mesures supplémentaires le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre pour mieux protéger et promouvoir la langue française, les participants ont recommandé d'augmenter les investissements dans les programmes et les ressources en français pour les personnes âgées, de promouvoir une plus grande utilisation du français sur les étiquettes et dans la signalisation, et

d'exiger des fabricants et des entreprises partout au Canada qu'ils fournissent des produits et des services en français.

Prévention du suicide (résidents de grandes villes du Québec, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest)

Avertissement relatif au contenu : Veuillez prendre note que la section suivante traite du suicide et de la détresse émotionnelle et peut être dérangement pour certains lecteurs.

Les participants de deux groupes ont discuté de la prévention du suicide et de la mise en place du 9-8-8, un numéro de téléphone à trois chiffres destiné aux personnes vivant une détresse émotionnelle et en proie à des idées suicidaires. Après avoir présenté un certain nombre de propositions visant à promouvoir ce service et à fournir des informations à son sujet, les participants ont largement préféré celles qui étaient directes, explicites et comprenaient des statistiques qui traduisent la gravité des problèmes de santé mentale rencontrés par les personnes concernées.

En se concentrant plus particulièrement sur les différentes caractéristiques du service 9-8-8, beaucoup ont souligné l'importance de la confidentialité, persuadés qu'un nombre plus important de Canadiens seraient enclins à utiliser ce service s'ils savaient que leurs conversations demeuraient confidentielles. Certains ont estimé que la santé mentale et les pensées suicidaires étaient encore très stigmatisées et que la discrétion était essentielle pour assurer l'efficacité d'un tel service. De nombreuses personnes ont également déclaré que la gratuité était importante, mais certains ont souligné que la plupart des gens s'attendaient déjà à ce que ce service soit offert sans frais et qu'il n'était pas nécessaire de mettre cet aspect en évidence de manière significative. Les participants ont également souligné l'importance de s'assurer que le service 9 8 8 est adapté à la culture des utilisateurs. Plusieurs ont fait remarquer que les personnes appartenant à certaines cultures pouvaient vivre les problèmes de santé mentale de manière différente et qu'il était essentiel que les intervenants puissent communiquer avec les appelants d'une manière bien adaptée à leur situation et à leurs origines. Au sein du groupe composé d'Autochtones, les participants ont indiqué que les membres de leur communauté seraient plus enclins à utiliser ce service en toute confiance, s'ils savaient que leurs expériences et leurs problèmes particuliers seraient compris par les intervenants.

Lors de la discussion sur les documents promotionnels et les ressources d'information qui, selon eux, seraient les plus efficaces une fois lancé le service 9-8-8, plusieurs ont indiqué que la publicité devrait être diffusée sur les plateformes de médias sociaux, ainsi qu'à la télévision et à la radio. Étant donné que de nombreux jeunes Canadiens sont souvent confrontés à des problèmes de santé mentale, les médias sociaux seraient un endroit approprié pour diffuser des messages sur le 9-8-8. Quelques-uns ont également suggéré que ces messages soient accompagnés d'images de personnes réelles, afin de mieux faire comprendre aux téléspectateurs les conséquences humaines des problèmes de santé mentale et des pensées suicidaires. Invités à dire s'ils seraient susceptibles de communiquer les informations relatives au 9-8-8 à leur famille, à leurs amis ou à leurs collègues, la quasi-totalité des participants ont répondu par l'affirmative. Après avoir proposé plusieurs noms possibles pour ce service, la plupart ont pensé que le service devrait s'appeler « 9-8-8 Canada » et s'accompagner d'un appel à l'action (« 9-8-8 Canada : appelez ou envoyez un message texte pour obtenir de l'aide en cas de crise suicidaire »). En lien avec cet appel à l'action, quelques participants ont indiqué qu'il était important de faire savoir aux gens qu'ils pouvaient également envoyer un message texte, soulignant que cela n'avait pas été mis en évidence auparavant.

Sécurité communautaire (résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)

Les participants résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont fait part de leur point de vue sur le taux de criminalité actuel dans leur secteur. Les participants qui pensaient que la criminalité était un problème majeur dans la collectivité étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui étaient plutôt d'avis qu'il s'agissait d'un problème modéré ou mineur. Lorsque nous leur avons demandé d'identifier les types de crimes qu'ils considéraient comme un enjeu à l'heure actuelle, les participants ont mentionné notamment les cambriolages, les agressions violentes, les vols de voitures et la conduite en état d'ébriété. Beaucoup ont également affirmé que la criminalité dans les transports en commun était devenue une préoccupation croissante au cours des dernières années. Presque tous les participants ont dit avoir observé depuis peu une augmentation de la criminalité, un petit nombre croyant toutefois que celui-ci n'avait pas changé. Plusieurs ont déclaré avoir récemment modifié leurs comportements en raison de la hausse de la criminalité. Parmi les mesures prises à cet égard, mentionnons le fait de ne plus se promener seul la nuit, de conduire plutôt que de prendre les transports en commun et de surveiller de plus près leurs enfants dans les lieux publics.

Interrogés sur les mesures à prendre pour lutter contre la hausse de la criminalité, certains étaient d'avis qu'il fallait investir davantage dans le maintien de l'ordre et renforcer la présence de la police au sein de leur collectivité. Un plus grand nombre d'entre eux, cependant, pensaient au contraire que l'augmentation de la présence policière n'était pas la solution et qu'il fallait s'attaquer aux causes profondes de la criminalité. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre la criminalité, plusieurs se sont souvenus des récentes interdictions de certains types d'armes à feu. Bien que généralement favorables à l'adoption de mesures visant à réduire la criminalité à main armée, quelques personnes ont souligné que d'autres types d'armes à feu, notamment les fusils de chasse, avaient été interdits dans la foulée de ces mesures, et ont jugé cette situation injuste.

Les participants ont eu des réactions partagées après avoir reçu des informations sur les dispositions adoptées par le gouvernement fédéral pour réprimer la violence des gangs, en augmentant notamment les investissements dans le domaine de l'application de la loi. Tout en espérant que ces mesures seront efficaces, beaucoup se sont inquiétés du fait que l'on ne se concentre pas suffisamment sur la prévention des délits. Les participants ont souligné que des investissements importants pour fournir aux gens des logements sûrs et abordables, un salaire décent et des traitements pour des problèmes de santé mentale et de toxicomanie permettraient à de nombreuses personnes de ne plus être contraintes de s'engager dans des activités criminelles. Dans cette optique, selon eux, il conviendrait de se concentrer davantage sur l'amélioration du bien-être général des personnes vulnérables, cette approche pouvant s'avérer plus efficace à long terme pour réduire la criminalité.

Enjeux locaux (résidents de St. John's)

Des résidents de St. John's, Terre-Neuve, ont lancé une brève discussion sur les principaux enjeux qui, dans leur région, requièrent selon eux une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Invités à préciser les défis les plus pressants auxquels leur collectivité est actuellement confrontée, les participants ont mentionné l'inflation et le coût élevé de la vie, le manque perçu de logements abordables, la pénurie de personnel en santé, les délais d'attente pour les soins d'urgence et les soins primaires, et ce qui a été perçu comme une augmentation des taux de sans-abrisme et de toxicomanie au cours de ces dernières années. Presque tous ont indiqué que le gouvernement fédéral n'accordait pas suffisamment d'attention à ces questions à l'heure actuelle.

Lors de la discussion sur les principaux secteurs et industries de leur région, tous ont estimé que le secteur pétrolier et gazier était d'une importance capitale pour l'économie locale et constituait l'un des principaux employeurs pour les personnes qui résident dans la région. Interrogés sur ce qu'ils considéraient comme les plus grands problèmes auxquels le secteur pétrolier et gazier était actuellement confronté, un certain nombre de participants ont fait allusion à l'augmentation du prix des carburants et de l'énergie, estimant qu'elle avait contribué à réduire la demande des consommateurs. Parmi les défis supplémentaires, les participants ont également parlé de l'abandon des ressources non renouvelables au profit d'options énergétiques plus durables, lequel constitue, selon eux, une tendance mondiale croissante qui contribue aussi à diminuer la demande en pétrole et en gaz.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils connaissaient le projet de développement Bay du Nord, les participants qui en avaient entendu parler étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui ont dit ne pas le connaître. Nous les avons informés qu'Equinor, la société à l'origine du projet, avait récemment décidé de reporter le projet de trois ans pour des raisons économiques. Si la plupart trouvaient cette décision logique d'un point de vue financier, ils ont dans une large mesure indiqué que celle-ci entraînerait des répercussions négatives sur l'économie de la province et la création d'emplois bien rémunérés au sein de leur collectivité. Plusieurs d'entre eux espéraient que le projet irait finalement de l'avant et pensaient que son annulation définitive constituerait une perte majeure pour leur région.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$
